

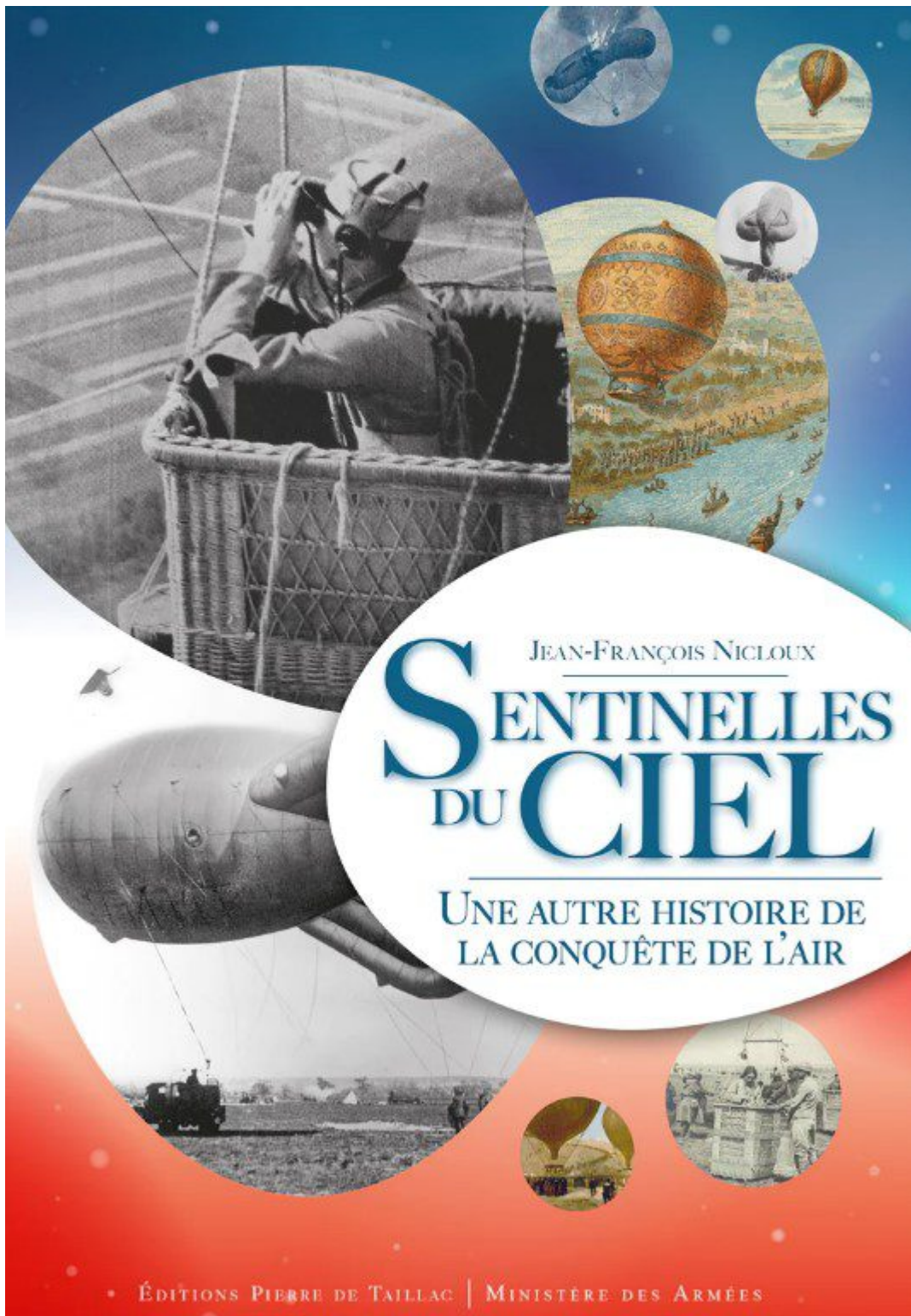
7 janvier 810 : Mort du chef païen saxon Widukind le Grand, opposant de Charlemagne.

Il est l'un des plus fermes opposants à la conquête franque et à la christianisation de son peuple, ce qui fait également de lui l'un des principaux adversaires que Charlemagne rencontre durant ses campagnes. Charlemagne prévaut finalement, organise la Saxe comme une province franque et ordonne la conversion des païens saxons au catholicisme romain. Plus tard, Widukind devient un symbole de l'indépendance saxonne et une figure de légende - le *Codex Wittekindeus* lui aurait appartenu.



7 janvier 1785 : première traversée de la Manche en ballon.

Jean-Pierre Blanchard effectue en 2h25, la première traversée de la Manche à bord d'un ballon gonflé à l'hydrogène. Il faut attendre 1909 pour la première traversée en avion (par Louis Blériot en 37 minutes). En 1994, avec l'Eurostar empruntant le tunnel sous la manche, il ne faut plus que 21 minutes.



7 janvier 1873 : naissance de Charles Péguy (Orléans).

Journaliste et écrivain, mort au combat le 5 septembre 1914, veille de la bataille de la Marne. Lire l'ouvrage d'Arnaud Teyssier **Charles Peguy, une humanité française** qui permet de découvrir ou d'approfondir le cas Péguy :

- « *La République une et indivisible, c'est notre royaume de France* ».
- « *Tout un peuple prépare tellement sa tranquillité de demain qu'il anéantit son être même* ».
- « *La liberté consiste à croire ce que l'on croit et à admettre (au fond, à exiger) que le voisin croie aussi ce qu'il croit. [...] La liberté est un système de courage* ».
- « *Celui qui démoralise un peuple peut-être, est même certainement l'auteur direct et la cause épuisante des désastres qui peuvent arriver à ce peuple* ».
- « *Qui ne gueule pas la vérité, quand il sait la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires !* »

Lire sur TB : [Les hussards noirs.](#)

7 janvier 1886 : Boulanger ministre de la Guerre.

Le général Boulanger est nommé ministre de la Guerre dans le gouvernement Freycinet. Devenant de plus en plus populaire, son nom rassemble les mécontents du régime. Il est le beau-père du lieutenant-colonel Émile Driant, marié à Marcelle Boulanger le 30 octobre 1888 (alias [Capitaine Danrit](#) comme écrivain, surnommé le « *Jules Verne militaire* »), mort au combat au Bois des Caures (Verdun) le 22 février 1916.



7 janvier 1910 : l'aviateur Hubert Latham est le premier pilote à dépasser les 1 000 mètres d'altitude dans le ciel de Mourmelon-le-Grand sur un monoplan Antoinette.

Le 7 janvier 1910, à Mourmelon-le-Grand , en France, Latham atteignit une altitude de 1 100 m , soit plus de 610 m de plus que son précédent record du monde et au-delà des records non officiels précédemment enregistrés. Plus tard dans l'année, en juillet, lors de la deuxième *Semaine de l'Aviation de la Champagne* à Reims, Latham établit un nouveau record du monde d'altitude à 1 384 m.

Le 23 avril 1910 à Nice, en France, il établit le record du monde officiel de vitesse aérienne de 77,548 km/h à bord de son Antoinette VII.



7 janvier 1932 : mort d'André Maginot (Paris).

Plusieurs fois ministre, son nom est associé à la construction, entre les deux guerres mondiales, de la ligne de défense censée protéger la France d'une éventuelle invasion

allemande ou italienne.

Maginot commence sa carrière politique en tant que conseiller général de Revigny-sur-Ornain, puis en 1910, il est élu député de Bar-le-Duc (remplaçant le nationaliste Henry Ferrette), mandat qu'il va conserver jusqu'à sa mort. Il devient ensuite secrétaire de la Chambre en 1912 et en 1913 et s'abstient comme d'autres Lorrains sur la signature du traité de Fès avec l'Allemagne. Après avoir soutenu la loi des Trois ans en Lorraine en 1913, il devient sous-secrétaire d'État à la Guerre.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate l'année suivante, il s'engage comme soldat (au 44^e régiment territorial) et demande à rejoindre une compagnie sur les Hauts de la Meuse. Il y crée des patrouilles régulières. Son courage et son attitude le font accéder au grade de sergent.

Blessé le 9 novembre 1914, il est sauvé et ramené vers les lignes françaises par le canonnier François Coeyman, originaire de Wasquehal. Ensuite, il ne rejoint plus le front et reçoit la médaille militaire avec citation à l'ordre de l'Armée, après avoir déjà reçu trois citations à l'ordre de la division. Blessé par deux balles à la cuisse gauche, il doit subir plusieurs opérations du genou et vivre de longs mois de souffrances, sans que les douleurs s'estompent totalement pour le reste de sa vie. Il refuse la confiance au gouvernement Briand V en décembre 1916.

En 1917, il devient ministre des Colonies et entre dans le comité de la Guerre pour contrebalancer Paul Painlevé, qui ne soutient pas Robert Nivelle. Maginot lui est pour les attaques surprises sans artillerie. À la fin de la guerre, il ne peut pas participer aux débats sur la paix en raison d'un accident de la route, il est cependant de l'avis de Raymond Poincaré plutôt que de celui de Clemenceau. Il refuse la coalition du Bloc national et est réélu moins confortablement en 1919. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur le 12 mars 1919 pour ses actes au front. Il préside de 1918 à son décès la Fédération nationale des mutilés, une association d'anciens combattants née avant la Première Guerre mondiale, en 1888, et qui est couramment appelée la Fédération Maginot ; elle s'appelle officiellement la Fédération nationale André Maginot depuis 1953.

Nommé ministre des Pensions en 1920, poste qu'il crée lui-même, il s'attache à rendre la bureaucratie plus humaine, ce dans l'intérêt des anciens combattants. Le 10 novembre 1920, il préside dans la citadelle de Verdun à la désignation du soldat inconnu. Le 11 novembre 1923, il allume pour la première fois la flamme sous l'Arc-de-Triomphe.

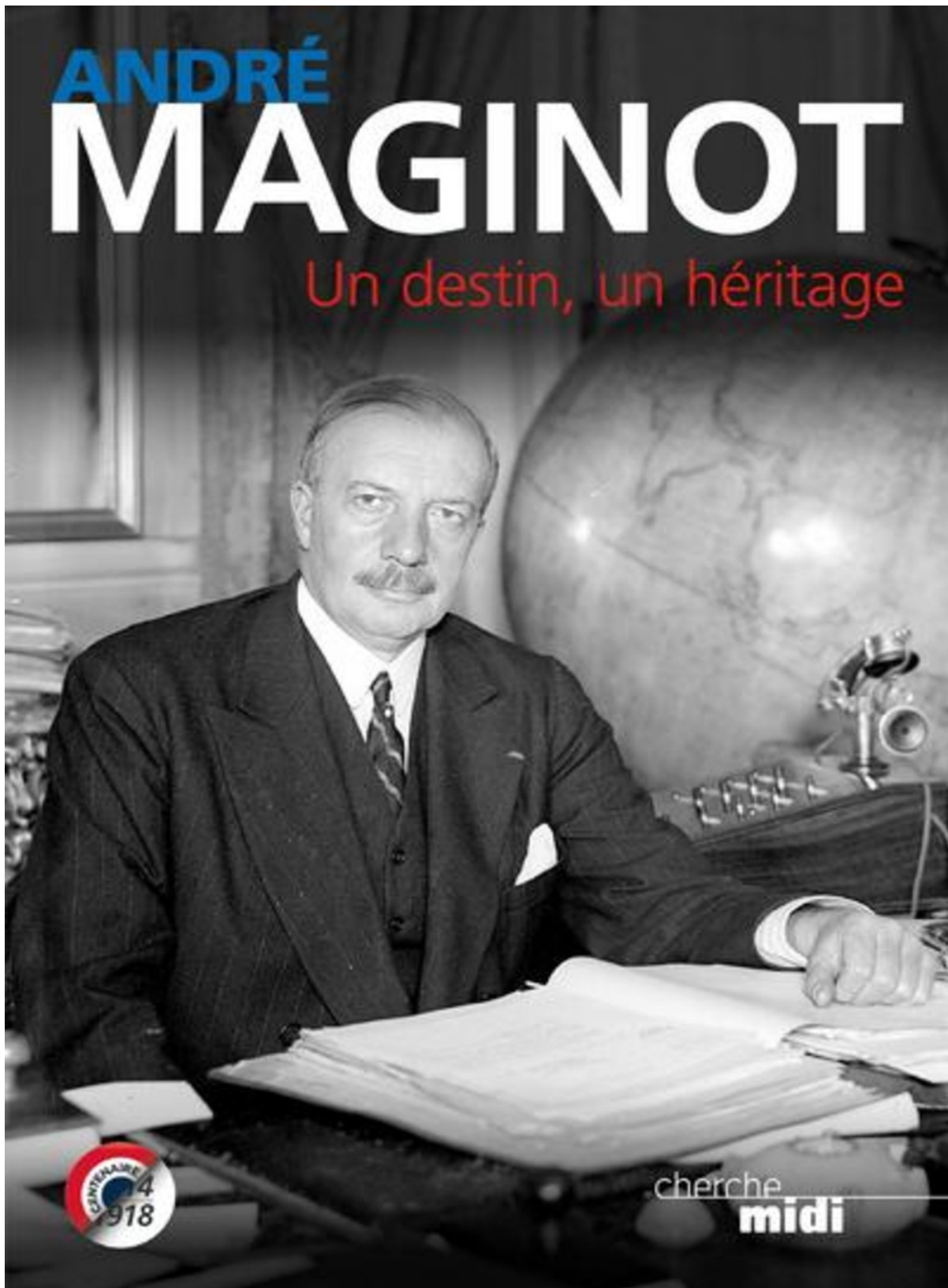
En 1922 il est nommé ministre de la Guerre sous le gouvernement de Raymond Poincaré. Il se préoccupe alors de la défense des frontières françaises et fait réaliser des forts. Remplacé en 1924 par Paul Painlevé, il travaille avec lui pour lever des fonds dans le but d'améliorer la défense du pays. Les travaux de la « *fortification permanente* » démarrent en 1928. Cependant, elle ne portera le nom de ligne Maginot qu'en 1935, quelques années après sa mort.

Il redevient ministre de la Guerre en 1929 et poursuit l'édification de fortifications à l'est de la France. Persuadé que des défenses fixes sont la meilleure solution pour répondre aux futures

classes démographiques creuses, il redynamise le projet expérimental qui n'a que peu avancé. Son objectif est de pallier la remilitarisation le long du Rhin qui doit être possible dès 1935. Il rencontre l'opposition de Philippe Pétain, vice-président du Conseil supérieur de la guerre, et, lors du débat parlementaire du 28 décembre 1929, il finit par déclarer : « *ce n'est pas Pétain qui commande, mais le ministre de la Guerre* ». Son activisme permet de boucler le financement de la ligne Maginot : 3,3 milliards de francs sur quatre ans, qui est voté par 274 voix contre 26. Bien que la ligne défensive appelée « ligne Maginot » soit principalement due à Paul Painlevé, son édification n'aurait pu être possible sans les démarches et la volonté de Maginot.

André Maginot est aussi sensible à la mécanisation des armées, sur les conseils de Maxime Weygand. Il approuve le 4 juillet 1930 le programme de motorisation de cinq divisions d'infanterie, de cinq brigades de cavalerie et la transformation d'une division de cavalerie en division légère mécanique. Dans la semaine qui suit, à la veille de la clôture de la session parlementaire, un crédit de 1,125 milliards de francs est ouvert pour les besoins des armées.

Il meurt dans la nuit du 7 janvier 1932 de fièvre typhoïde et est inhumé dans sa ville natale le 11 janvier après célébration d'un deuil national. Des obsèques nationales ont lieu aux Invalides, la veille.



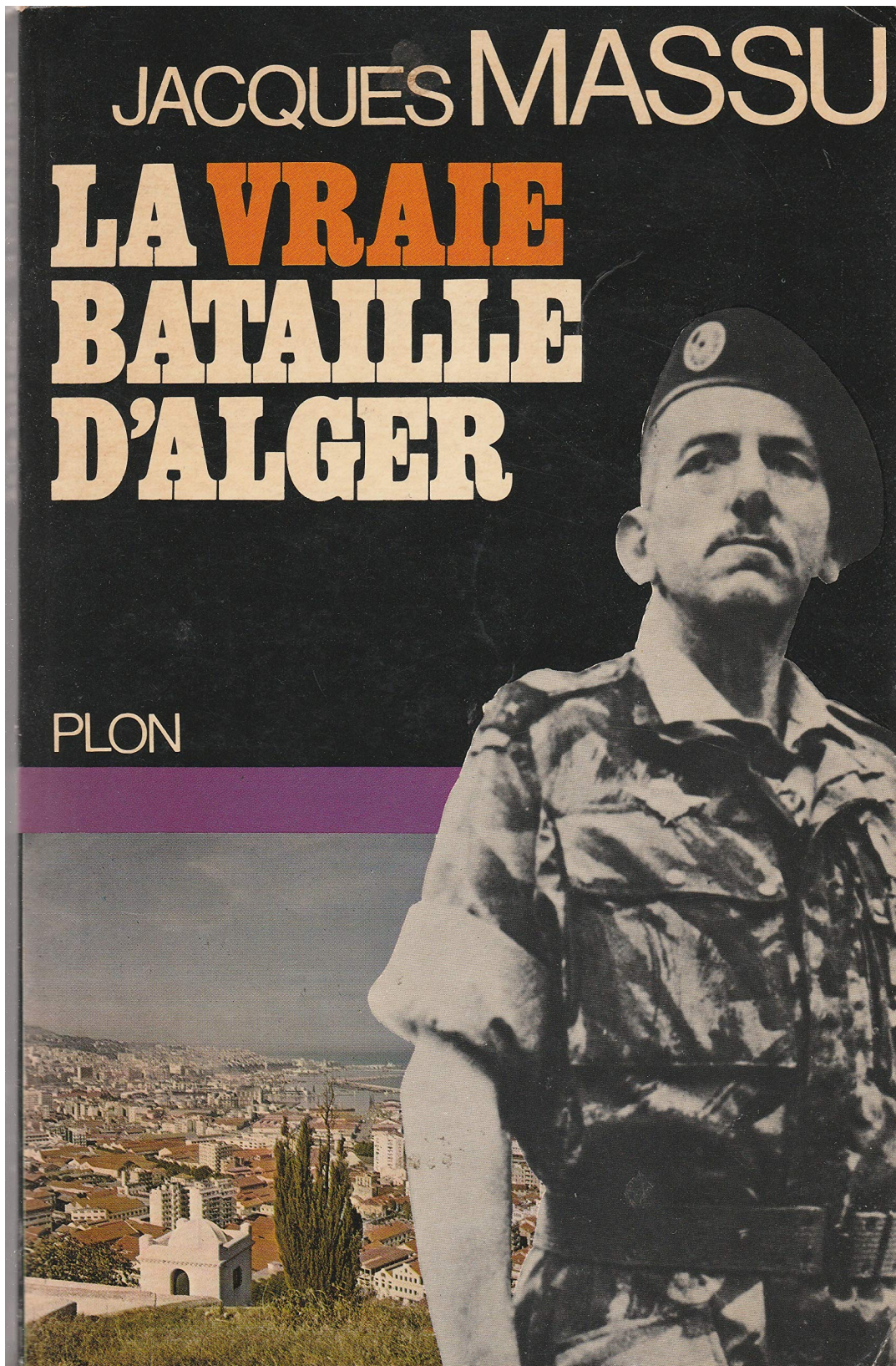
7 janvier 1953 : le président Harry S. Truman révèle que les États-Unis possèdent la bombe nucléaire à hydrogène.

7 janvier 1957 : début de la bataille d'Alger.

Dès 1956, la violence s'accroît en Algérie et à Alger en particulier, Robert Lacoste, ministre résident et gouverneur général de l'Algérie, utilise les pouvoirs spéciaux adoptés à l'Assemblée nationale en mars 1956. Il ordonne au général Jacques Massu, commandant de la 10^e division parachutiste, de pacifier Alger.

Le 8 janvier 1957, Massu entre dans la ville avec 8 000 hommes et proclame la loi martiale. Le FLN réplique par des attentats et une grève générale qui débute le 28 janvier. En réaction, l'armée divise la ville en secteurs et ceinture les quartiers musulmans. Elle exerce une sévère répression et procède à des arrestations massives, internant les détenus dans des centres où l'on recourt à la torture pour obtenir des informations. Cette stratégie permet effectivement de démanteler l'organisation de la Zone autonome d'Alger, forçant ses dirigeants à quitter Alger et entraînant l'arrestation de certains membres clés, Larbi Ben M'hidi et Yacef Saâdi, ainsi que l'élimination d'Ali la Pointe.

La bataille est remportée par l'armée qui a éradiqué les attentats et la guérilla urbaine du FLN. L'ordre est rétabli.



7 janvier 1957 : premier vol du monoréacteur multirôle suédois Saab 32 Lansen (version J 32B).

Le Saab 32 Lansen (*Lance*) était un avion multirôle conçu par la Suède au début des années 1950. Monoréacteur biplace avec des ailes en flèche, il a été décliné en trois versions principales et construit à 456 exemplaires. La majorité d'entre eux avaient été retirés du service à la fin des années 1970, mais certains furent cependant utilisés jusqu'à la fin des années 1990. Aucun Lansen n'a été exporté.

Le Lansen répond à un cahier des charges pour un avion d'attaque capable d'atteindre n'importe quel point des côtes suédoises en une heure, de jour comme de nuit et par tous les temps. Après que la forme de l'aile eut été validée en la montant sur un Saab *Safir*, le premier prototype fit son vol inaugural le 3 novembre 1952. Il était propulsé par un réacteur Rolls-Royce Avon d'origine britannique, et d'une puissance de 2 270 kgp. En tout, quatre prototypes et une vingtaine d'avions de présérie furent construits.

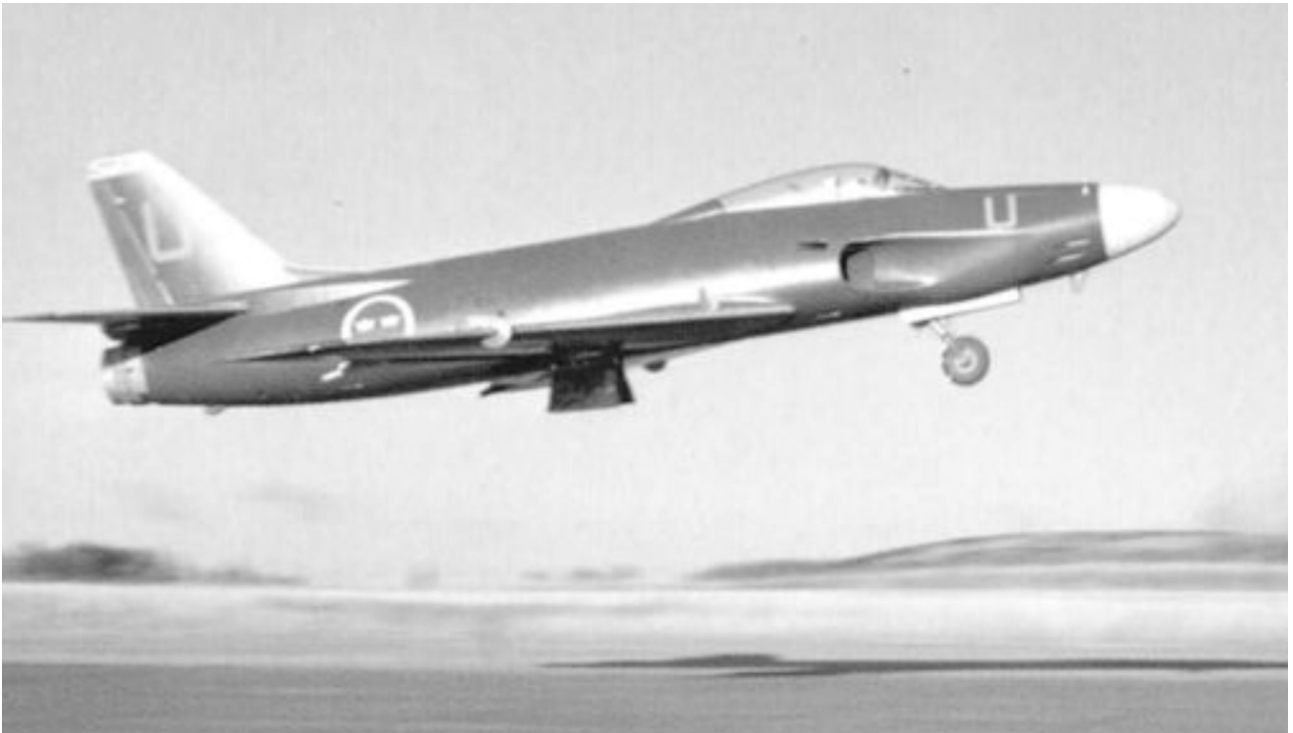
La production commença en 1955 par la version A 32A d'attaque avec un réacteur Avon construit sous licence, fournissant une poussée de 3 460 kg (sans post-combustion). Elle se distinguait par la présence de deux quilles sous l'avant du fuselage, destinées à améliorer la stabilité horizontale. La première unité opérationnelle commença à être équipée en mai 1956. Le A 32A était armé de 4 canons de 20 mm et pouvait emporter des missiles anti-navires *RB 04* auto-guidés, des roquettes, etc. Il était possible de monter un réservoir externe de 600 litres qui formait une bosse sous l'avant du fuselage. L'avionique comprenait un radar PS-431/A (conçu en France d'après un cahier des charges suédois, mais dont seul 1 avion sur 4 était équipé par mesure d'économie), un radar de navigation et un altimètre radar.

Le prototype de la version J 32B, destinée à la chasse tout temps, fit son premier vol le 7 janvier 1957. Il était équipé de canons de 30 mm et pouvait emporter jusqu'à quatre missiles air-air *AIM-9 Sidewinder*. Son réacteur Avon *Mk.43* construit sous licence était d'une puissance nettement supérieure, avec 6 500 kgf avec post-combustion et 4 800 kgf sans. Enfin, le radar était un *PS-42A* adapté à la nouvelle mission. Les livraisons commencèrent mi-1958.

La version S 32C de reconnaissance fut obtenue en remplaçant les canons du A 32A par 3 caméras, et en installant un radar *PS-43/A* plus puissant. Pour pouvoir loger tout cet équipement à l'avant du fuselage, les ingénieurs durent rajouter deux renflements sur les côtés, juste avant les entrées d'air, ce qui posa quelques problèmes aérodynamiques. Le prototype de cette version fit son vol inaugural le 26 mars 1957 et les livraisons commencèrent fin 1958.

Les J 32B furent progressivement retirés des unités de combat pendant la première moitié des années 1970. Quelques exemplaires furent alors modifiés de façon à pouvoir remorquer des

cibles pour l'entraînement au tir. D'autres J 32B furent transformés en J 32E de guerre électronique : le radar de tir fut remplacé par un brouilleur qui, suivant sa version, pouvait travailler sur une certaine bande de fréquence. Des *pods* de brouillage pouvaient être emportés sous les ailes pour couvrir les autres fréquences, et des largueurs de leurres magnétiques furent installés. De leur côté, les A 32A et S 32C furent retirés du service.



7 janvier 1959 : ordonnance portant organisation générale de la défense.

Abrogée par l'ordonnance de 2004 créant le [**code de la Défense**](#).



Crédit : AdT.

7 janvier 1987 : bombardement de Ouadi Doum (Tchad).

Les Libyens appuyant la rébellion nord-tchadienne, mettent en service la piste d'aviation de Ouadi Doum et pour répondre à la contre-offensive des forces armées tchadiennes (N'Djamena) du début de l'année, ils décident de bombarder la base française de Biltine. En représailles, 2 Jaguar français détruisent les radars protégeant la base avec un missile Martel. L'opération est rondement menée : 2 Mirage F1 pénètrent de manière offensive l'espace aérien des rebelles pour mettre en alerte le dispositif de détection libyen. Une fois les radars libyens allumés, l'un des Jaguar attaque après une pénétration à très basse altitude. Son missile *Martel* n'a plus qu'à se verrouiller sur l'émission radar.



Illustration de Daniel Bechenec.

7 janvier 2015 : début des attentats islamistes de janvier (Paris).

Les attentats de janvier 2015 en France sont une série d'attaques terroristes islamistes qui se déroulent entre les 7 et 9 janvier 2015 en Île-de-France. Elles visent la rédaction du journal *Charlie Hebdo*, des policiers et des clients d'une supérette casher. 17 personnes sont tuées et leurs 3 assassins sont ensuite abattus par les forces de l'ordre.

Les événements débutent le mercredi 7 janvier 2015 par l'attentat contre *Charlie Hebdo*, une tuerie au siège du journal satirique à Paris : deux djihadistes français, les frères Kouachi, assassinent onze personnes — dont 8 collaborateurs du journal — et en blessent 11 autres avant de tuer durant leur fuite, un policier déjà blessé et à terre. Les frères Kouachi sont finalement abattus deux jours plus tard par le GIGN dans une imprimerie où ils se sont retranchés, à Dammartin-en-Goële (Seine-et-Marne), au nord-est de Paris. L'attentat est alors revendiqué par *Al-Qaïda dans la péninsule arabique* (AQPA), basé au Yémen.

Le 8 janvier 2015, Amedy Coulibaly, un Français proche des frères Kouachi, tue par balle la policière municipale Clarissa Jean-Philippe et blesse grièvement un employé municipal à Montrouge. Le lendemain, il prend en otage les clients d'une supérette casher à la porte de

Vincennes à Paris et en tue quatre. Il est finalement abattu lors d'un assaut du RAID et de la BRI. Il affirme agir au nom de l'organisation djihadiste de l'État islamique qui n'a cependant pas revendiqué son acte. Ses actions sont coordonnées avec celles des frères Kouachi.

Après le 12 janvier 2015 et pour une durée indéterminée, dans le cadre de l'opération *Sentinelle*, près de 10 500 militaires sont déployés en France pour sécuriser 830 points sensibles (lieux de culte, écoles, représentations diplomatiques et consulaires, organes de presse). Le 17 janvier 2015, la Belgique prend également les mêmes mesures en déployant des militaires afin de sécuriser les points sensibles du territoire dans le cadre de l'opération *Vigilant Guardian*, équivalent belge de l'opération *Sentinelle* française.

Assassinés par les frères Kouachi le 7 janvier 2015 au siège de Charlie Hebdo : Frédéric Boisseau (42 ans), Franck Brinsolaro, (lieutenant de police - 49 ans), Jean Cabut, dit *Cabu* (76 ans), Elsa Cayat (54 ans), Stéphane Charbonnier, dit *Charb* (47 ans), Philippe Honoré, dit Honoré (73 ans), Bernard Maris (68 ans), Ahmed Merabet (lieutenant de police - 40 ans), Mustapha Ourrad (60 ans), Michel Renaud (69 ans), Bernard Verhlac, dit *Tignous* (57 ans) et Georges Wolinski, dit *Wolinski* (80 ans).

Abattue à Montrouge le 8 janvier 2015 par Amedy Coulibaly : Clarissa Jean-Philippe (policière municipale - 26 ans).

Abattus par Amedy Coulibaly le 9 janvier dans la prise d'otages de Vincennes : Philippe Braham (45 ans), Yohan Cohen (20 ans), Yohav Hattab (22 ans) et François-Michel Saada (63 ans).

